

# Audience cruciale pour Carlos Ghosn en amont du procès

- Lors d'une audience préliminaire ce jeudi, le dirigeant va retrouver les procureurs et ses juges pour étudier formellement les éléments du dossier d'accusation.
- Le procès ne devrait pas s'ouvrir avant l'automne 2020.

## AUTOMOBILE

Yann Rousseau  
@yansan  
— Correspondant à Tokyo

Six mois après son interpellation, Carlos Ghosn va retrouver, pour la première fois, ce jeudi matin, les procureurs et ses trois juges pour une audience préliminaire formelle afin de préparer son futur procès. Une étape cruciale dans le long processus judiciaire qui attend l'ancien patron de Nissan et de Renault. « Il est possible que ces audiences préliminaires durent un an ou plus, peut-être jusqu'au printemps ou à l'été 2020 », confie, aux « Echos », l'un de ses avocats japonais, Takashi Takano.

Jusqu'à présent, les procureurs n'ont organisé que des rencontres informelles avec les défenseurs des différentes parties mises en examen sur le premier volet de l'affaire, soit les infractions supposées à la loi dite « FIEL » (Financial Instruments and Exchange Law). Ils accusent Carlos Ghosn de ne pas avoir déclaré dans les rapports financiers remis par Nissan à la Bourse de Tokyo des rémunérations différées qui lui auraient été promises. Soupçonné d'avoir participé à cette dissimulation, son ancien lieutenant, Greg Kelly, est mis en examen pour la même infraction. Tout comme Nissan en tant qu'entité morale.

Ce jeudi, Carlos Ghosn et ses conseils vont évoquer avec les procureurs et les juges les deux autres



L'un des avocats de Carlos Ghosn (à l'arrière-plan), Takashi Takano.

accusations « d'abus de confiance », qui ne concernent que l'ancien patron franco-libanais. Il est soupçonné d'avoir illégalement « remercié » un ami saoudien, Khaled Al-Juffali, qui l'avait sorti d'une mauvaise passe financière à la fin

des années 2000, et d'avoir organisé des transferts suspects par le biais d'une filiale de Nissan et d'un distributeur omanais vers une entreprise libanaise à laquelle il était lié. « Mais nous n'allons pas entrer immédiatement dans le fonds du dossier », précise Takashi Takano. « Nous allons d'abord demander au procureur de préciser son calendrier. »

L'accusation a, en effet, déjà dévoilé sa liste de preuves constituant la mise en examen sur le volet « Al-Juffali » mais elle n'a toujours pas présenté les éléments qui concernent le dossier « omano-liba-

nais ». « Le juge devrait demander au parquet de nous communiquer ces preuves », explique le conseil, qui pourra ensuite mieux construire sa défense.

Au Japon, ces audiences préliminaires, présidées par les trois juges professionnels qui trancheront lors du procès final, sont essentielles pour assurer la fluidité des futurs débats. Elles permettent d'étudier, une à une, les dizaines de « preuves » avancées par l'accusation et les éléments apportés par la défense. Au cours des prochains mois, les avocats vont, notamment, pouvoir refuser certaines pièces comme des procès-verbaux d'audition afin de contraindre les témoins du parquet à venir parler directement devant la cour. Ils vont aussi verser au dossier des documents susceptibles de disqualifier leurs clients.

### Ne pas braquer les juges

Lors de ces audiences, auxquelles il peut choisir d'assister ou non, Carlos Ghosn ne devrait pas communiquer avec les procureurs mais seulement avec ses avocats. « L'ambiance de ces échanges est très importante car elle pèsera sur le climat du futur procès. Il est notamment crucial de ne pas braquer les trois juges », explique un ancien mis en examen.

Selon son avocat, Carlos Ghosn aborde ces audiences avec combativité mais souffre toujours des conditions très sévères de sa libération sous caution. Ses avocats ont tenté, en vain, ces derniers jours de faire annuler l'interdiction de communication avec son épouse Carole, qui a été imposée par le tribunal de Tokyo lors de sa sortie de prison le 25 avril dernier. « Cette condition est extrêmement rare et choquante », insiste Takashi Takano, qui va désormais batailler pour que son client puisse au moins s'entretenir brièvement avec sa femme, en présence d'un tiers. ■

## Des magistrats japonais participent aux interrogatoires en France

Saisi à la suite de l'enquête interne de Renault, le parquet de Nanterre a reçu cinq magistrats japonais dans le cadre d'une demande d'entraide judiciaire.

Valérie de Senneville  
@VdeSenneville

La stratégie du complot va devenir de plus en plus difficile à tenir pour Carlos Ghosn. Alors qu'une réunion importante se tient ce jeudi au tribunal de Tokyo pour préparer le procès de l'ancien dirigeant, les autorités judiciaires japonaises et françaises ont décidé de coopérer très étroitement. Selon nos informations, le mois dernier, le parquet de Nanterre saisi à la suite de l'enquête interne du groupe français a reçu cinq magistrats japonais dans le cadre d'une demande d'entraide judiciaire. Si ce type de requête est commun dans ce genre de dossier, le fait que les équipes d'enquêtes travaillent ensemble l'est beaucoup moins.

### Bonne volonté des pays

La plupart du temps les magistrats, qui ont besoin d'éléments situés à l'étranger, passent soit par une commission rogatoire internationale (CRI) quand une information judiciaire est ouverte, soit par une demande d'entraide quand le dossier est encore en enquête préliminaire (aucun juge d'instruction n'est encore saisi et le parquet enquête seul, c'est le cas du dossier Ghosn en France). Celle-ci est acheminée via les voies diplomatique et juridique. Elles dépendent ensuite de la bonne volonté des pays et des autorités judiciaires locales pour obtenir une réponse.

Dans le dossier Ghosn, les autorités judiciaires françaises ne se sont pas contentées de répondre positivement et rapidement aux demandes japonaises. Elles ont en plus invité les magistrats nippons à participer aux interrogatoires de deux personnes avec les policiers de l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (Ocliff).

Ces interrogatoires d'anciens cadres de Renault à Oman ont eu lieu dans le cadre de la quatrième mise en examen de Carlos Ghosn. Le parquet japonais soupçonne l'ex-dirigeant franco-libanais d'avoir ordonné, en 2017 et 2018, des transferts non justifiés de plusieurs millions d'euros par la filiale de Nissan au Moyen-Orient vers un distributeur basé à Oman.

**Le fait que les équipes d'enquêtes travaillent ensemble est plutôt rare.**

Près de la moitié de cette somme aurait ensuite été transférée vers une société libanaise liée à Carlos Ghosn. Des faits susceptibles de constituer un abus de biens sociaux pour la justice française, qui a elle aussi ouvert une enquête.

Fin avril, l'enquête interne commandée par Renault à Mazars sur les comptes 2009-2018 de Renault Nissan BV-RNBV avait été transmise au parquet de Nanterre qui travaille depuis dans le cadre d'une enquête préliminaire sur les nombreux séjours de luxe et autres agapes au château de Versailles de l'ancien patron du constructeur français. ■

## Sortie du charbon: l'Allemagne entre dans la phase pratique

### ÉNERGIE

L'exécutif inscrit dans le marbre qu'il va mobiliser 40 milliards d'ici à 2038 pour accompagner la transition.

Ninon Renaud

@NinonRenaud  
— Correspondante à Berlin

« C'est une bonne journée pour l'Allemagne et les habitants des régions minières, nous tenons nos promesses », s'est félicité le ministre de l'Économie et de l'Énergie, Peter Altmaier, en présentant mercredi les jalons de la mise en œuvre des propositions de la commission charbon. Selon le projet adopté en Conseil des ministres, l'État inscrit dans le marbre son engagement de mobiliser 40 milliards d'euros pour aider les bassins charbonniers de l'ancienne Allemagne de l'Est et de Rhénanie-du-Nord-Westphalie à passer le cap de l'arrêt fixé en 2038 de la production d'électricité à partir de charbon.

### Un message électoral

Ces jalons vont servir de base à l'élaboration d'une loi sur les aides structurelles, qui doit être adoptée en Conseil des ministres avant l'été. Ce calendrier est particulièrement important pour la coalition gouvernementale dirigée par Angela Merkel. Des élections régionales sont en effet prévues le 1<sup>er</sup> septembre en Saxe et dans le Brandebourg, deux des quatre régions charbonnières touchées, où l'extrême droite (AfD) menace de faire quasiment jeu égal avec la CDU et le SPD. 60.000 emplois sont menacés

par la sortie de l'Allemagne du charbon. Ce « doit devenir une opportunité pour les régions touchées. [...] Avec ces jalons, le gouvernement fédéral garantit de la clarté à ces régions et crée des perspectives à long terme avec des emplois durables pour la population locale », a souligné Peter Altmaier.

En mettant en œuvre les préconisations faites en février par la commission « croissance, changement structurel et emploi », le gouvernement espère en effet convaincre les électeurs qu'il agit pour eux. A quelques jours des élections européennes, l'exécutif envoie aussi un message aux électeurs allemands, notamment les plus jeunes, tentés d'alimenter la vague écologiste.

### Part du lion pour la région de la Lusace

Dans le détail, le gouvernement fédéral compte consacrer jusqu'à 26 milliards d'euros à des projets visant à accroître l'attractivité économique des différentes régions. Il s'agit notamment de renforcer les infrastructures de transport ferroviaire, de créer des instituts de recherche et de transférer des administrations publiques ou d'en créer, ces dernières devant permettre de créer 5.000 emplois.

14 milliards seront en outre mobilisés en co-investissement avec les régions concernées, ces dernières devant participer à hauteur de 10 % du financement. Au total, la région de la Lusace, à cheval sur le Brandebourg et la Saxe, recevra 43 % de l'enveloppe financière, devant celle de Rhénanie (37 %) et celle d'Allemagne centrale couvrant la Saxe et la Saxe-Anhalt (20 %). Reste à savoir si les électeurs renverront l'ascenseur. ■

PROPOSÉ PAR



## 4G : un accès Internet performant pour les entreprises

Rapide à déployer, avec un débit efficace et une connexion sécurisée, la 4G est un atout pour la croissance des entreprises.

« Le grand public s'est emparé rapidement de la 4G mais ce n'est qu'un début pour les entreprises », affirme Denis Teissier, chef de projet marketing chez Linkt, opérateur télécoms français pour les entreprises. Pour lui, l'objectif est donc de « démocratiser les usages et les solutions 4G. » Comment ? « En utilisant des routeurs sans fil reliés à la 4G comme alternative à l'ADSL. »

Pour cela, Linkt profite de l'ensemble du réseau déployé par les opérateurs historiques. Ce dernier couvre plus de 90 % du territoire français avec un débit « trois à cinq fois supérieur à celui de

l'ADSL. » Une sacrée réussite, qui présente l'avantage de la flexibilité : « Installer un accès à Internet peut prendre plusieurs mois », explique Denis Teissier. « Avec la 4G, on peut équiper un site en moins de 48 heures. C'est très pratique lorsque vous organisez un salon professionnel ou que vous avez besoin d'équiper dans l'urgence un chantier de BTP, par exemple. »

### Une alternative pleine d'avenir

— Et la fiabilité du réseau dans tout cela ? Elle complète la souplesse du dispositif : un raccordement au réseau 4G amélioré

considérablement la disponibilité du service en proposant une alternative aux réseaux traditionnels filaires, afin d'empêcher toute coupure générale en cas de panne. Face à l'arrivée annoncée de la 5G, la 4G est donc loin d'être obsolète, au contraire : « Il va falloir encore des années avant que la



5G ne couvre la France entière », prévient Denis Teissier. « Or, les entreprises ont des besoins urgents en la matière. Et la 4G est actuellement la meilleure solution pour y répondre. » —

imaginE  
BRAND STUDIO